

8 - SAIEMB IE - Travaux d'aménagement et de restructuration des locaux sur la dalle Ile de France - Centre Commercial Ile de France - Garantie de la Ville, à hauteur de 50 %, d'un prêt de 704 000 € contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

M. FOUSSERET, Maire, Rapporteur : Ce projet concerne le Centre Commercial Ile de France, situé à Planoise. L'opération portée par la SAIEMB IE, consiste à créer des locaux d'activité en Zone Franche Urbaine.

L'opération a été décomposée en 2 tranches, du fait de l'occupation partielle des locaux par le Centre Médico-Social :

- Tranche 1 : étanchéité de la dalle des parkings, locaux pour SOS Médecins (223 m²)

Les locaux ont été livrés à SOS Médecins en juin 2009. Les travaux de la Tranche 1 sont terminés.

- Tranche 2 : réhabilitation des locaux libérés par le Centre Médico-Social sur 500 à 700 m². Les travaux consistent à réorganiser et à restructurer la surface existante pour rendre attractif ce bâti situé à l'arrière du centre commercial

- ↳ conserver l'excroissance côté parking SOS Médecins
- ↳ diviser le volume global en 6 unités de 48 à 100 m²
- ↳ créer des ouvertures en façades
- ↳ traiter intégralement la façade côté parking (côté SOS Médecins).

Le Conseil d'Administration de la SAIEMB IE a décidé dans sa séance du 8 décembre 2011 que ces locaux seront loués après réalisation des travaux de restructuration et d'aménagement.

Le coût de cette opération s'élève à 1 562 000 € financés comme suit :

- Prêt CDC : 704 000 €
- Fonds propres : 390 000 €
- Subventions : 468 000 €.

Pour financer ces travaux, la SAIEMB IE a contracté un prêt PRU d'un montant de 704 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant du prêt : 704 000 €
- Durée de la période d'amortissement : 20 ans
- Périodicité des échéances : Annuelle
- Index : Livret A
- Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 points de base

La SAIEMB IE a sollicité la Ville de Besançon pour une garantie d'emprunt, à hauteur de 50 % sur le montant du prêt PRU de 704 000 €.

L'Assemblée Communale est donc invitée à autoriser la garantie d'emprunt et en conséquence à adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu la demande formulée par la SAIEMB IE tendant à obtenir la garantie communale à hauteur de 50 % pour un prêt de 704 000 €, soit 352 000 €, concernant les travaux d'aménagement et de restructuration des locaux sur la Dalle Ile de France à Planoise,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

DELIBERE

Article 1 : La Ville de Besançon accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 704 000 € souscrit par la SAIEMB IE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt PRU est destiné à financer des travaux d'amélioration et de restructuration des locaux sur la dalle Ile de France à Planoise.

Article 2 : Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

- **Durée de la période d'amortissement dont, (s'il y a lieu) durée du différé d'amortissement :** 20 ans

- **Périodicité des échéances :** Annuelle

- **Index :** Livret A

Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + **60 points de base** (2,85 % à la date du 1^{er} février 2012)

- **Taux annuel de progressivité :** de 0 à 0,5 % maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)

- **Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance :** en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, soit 20 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SAIEMB IE, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage à se substituer à la SAIEMB IE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil Municipal autorise M. le Maire à intervenir au contrat de prêt passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

Propositions

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur cette demande de garantie d'emprunt et à autoriser M. le Maire à signer la convention de garantie d'emprunt avec la SAIEMB IE.

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 1 (1 abstention), le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés (2 abstentions), décide d'adopter les propositions du Rapporteur.

M. LE MAIRE, M. LOYAT et M. MARIOT n'ont pas pris part au vote.

Récépissé préfectoral du 28 février 2012.